



# Le grand débat national

## Samedi 23 février

10h • *Salle des fêtes de Mignovillard*

### Compte rendu

La réunion du Grand Débat National à Mignovillard a été organisée à l'initiative du conseil municipal, qui a souhaité prendre part au dispositif mis en place et ainsi permettre à la population du village de s'exprimer.

La réunion a été organisée le samedi 23 février 2019 à 10h à la salle des fêtes. L'horaire matinal, le week-end, a été préféré pour permettre une participation plus large par rapport à une réunion en soirée qui pouvait freiner des participants.

Une quarantaine de personnes s'est rendue à la salle des fêtes, essentiellement des habitants du village, mais aussi quelques-uns des communes aux alentours. On note une diversité d'âges, même si les participants de plus de 50 ans constituaient la majeure partie du public. Parmi la quarantaine de personnes, une dizaine a souhaité prendre la parole pour s'exprimer sur les différents sujets.

La réunion a été animée par Florent Serrette, maire de Mignovillard, qui s'est engagé à la neutralité de ses interventions en tant que simple passeur de parole. Après un rappel du cadre du Grand Débat National (notamment la lecture des principaux points de la Charte) et la présentation des éléments les plus notables de « Mon territoire en cartes », les participants ont choisi d'aborder tous ensemble et successivement les 4 thèmes du Grand Débat National, plutôt que de se répartir en 4 groupes travaillant chacun et exclusivement sur un thème. Les participants se sont installés en cercle.

Les principaux éléments issus des discussions sont rassemblés ci-dessous, par thème. Ils reflètent les propos, constats et propositions de celles et ceux qui ont souhaité intervenir durant le débat.

### L'organisation de l'État et des services publics

La France souffre du mille-feuilles administratif, avec un trop grand nombre d'échelons. Il y a trop de communes de très petite taille, notamment dans notre secteur : il vaudrait mieux que des fusions aient lieu de gré plutôt que de force. Les découpages administratifs sont hérités de la Révolution, où on raisonnait en temps de trajet à cheval : cela ne correspond plus aux réalités actuelles, notamment les départements qui provoquent de véritables coupures lorsqu'on se situe en limite entre deux.

On pourrait avoir davantage recours au référendum d'initiative locale pour vivifier la vie locale, étant entendu que les référendums nationaux sont rarement pertinents.

La gestion est beaucoup trop centralisée, tout se décide à Paris et pas dans les territoires, ce qui explique un éloignement des décisions avec les réalités locales parce que la vie à Paris n'est pas celles des différentes régions. Cette culture monarchique et jacobine est préjudiciable.

La décentralisation des années 1980 semble reculer : on retire des compétences aux communes, aux départements, aux régions. Dans nos villages, on a le sentiment de ne plus rien avoir en matière de présence des services publics et des administrations, y compris au niveau technique. Il faudrait au contraire réintroduire des relais locaux en redonnant des compétences aux communes. Le maillage local est fondamental pour que des initiatives se prennent. L'État doit refaire confiance aux acteurs locaux.

L'opposition entre public et privé a trop duré : les fonctionnaires sont nécessaires et la privatisation à outrance avec suppression des fonctionnaires coûte parfois plus cher. Il faut aussi pointer du doigt les suppressions de postes de fonctionnaires qui continuent, en particulier dans le domaine de la santé et dans l'éducation, ce qui n'est plus acceptable. On épuise les agents qui restent.

La population en secteur rural a de plus en plus besoin de services de proximité : toute une frange de la population rencontre des difficultés dans les démarches administratives et a besoin d'accompagnement, en particulier avec le développement des démarches dématérialisées, sur Internet. Que faire au niveau local pour cela ? Une maison de services au public au village serait pertinente.

### **Démocratie et citoyenneté**

La participation à la vie locale, à la citoyenneté, doit être encouragée, notamment avec le bénévolat et la vie associative. Il faut aussi encourager la création et le fonctionnement d'associations locales qui unissent les habitants dans les domaines du quotidien (covoiturage, mutuelle santé, groupements d'achat pour les énergies...). Ce sont des lieux de rencontre, d'échange, de lien social et de gestion collective.

Il faudrait réunir une assemblée constituante parce que les questions que pose l'État dans le Grand débat sont davantage du ressort d'une assemblée constituante que de débats locaux. Cette assemblée constituante pourrait être faite de citoyens tirés au sort dans la population, pour travailler à la rédaction d'une nouvelle constitution, d'un nouveau contrat social et répondre aux questions posées. On tire bien au sort les membres des jurys d'assises parmi les électeurs – où la responsabilité de chacun dans les décisions prises est importante – , alors pourquoi pas ? Le référendum d'initiative locale doit aussi être développé.

Les élus, au moins au niveau national, sont davantage formés pour se faire élire que pour gérer un pays. Un système complètement à la proportionnelle ne serait pas rassembleur. Et le Sénat pourrait utilement être remplacé par une chambre des élus locaux. La question de la présence effective des parlementaires se pose aussi parfois.

Au-delà des questions de système à la proportionnelle et de la représentation des citoyens par les élus, la question principale est surtout de savoir quelle est la place des citoyens, si leur parole est entendue et prise en compte. L'appareil d'État est un puissant levier du système actuel. C'est aussi la même préoccupation au niveau local : comment faire entendre et prendre en compte la parole des citoyens ? Comment lutter et s'opposer à certaines décisions, quels que soient les sujets : pétitions ? Quel est le poids d'une seule commune dans le système actuel ?

On a l'impression que les élus des secteurs ruraux sont moins nombreux, moins entendus que ceux des secteurs urbains, des métropoles et des grandes agglomérations. On ne se sent pas forcément représentés.

La construction européenne actuelle est tout sauf démocratique. On peut être profondément européen, rejeter les nationalistes et les égoïsmes nationaux, et pour autant, ne pas vouloir de l'Europe anti-démocratique actuelle où le Parlement européen – élu directement par les citoyens – n'a presque aucun pouvoir de décision puisque soumis à la Commission européenne et aux différents gouvernements des États.

Nous avons besoin de débats, de travail en commun, d'intelligence collective pour trouver des dénominateurs communs. Il faudrait rendre obligatoire un forum annuel des habitants pour chaque commune, cela permettrait aussi que les citoyens voient les choix et la complexité auxquels leurs élus locaux sont confrontés.

On se sent parfois mal représentés par nos élus. On n'écoute pas assez les scientifiques, les chercheurs, les experts techniques.

### **La transition écologique**

Le temps passe et la situation se dégrade. On parle du problème de pollution avec le gazole mais on ne dit rien des dégagements de CO2 avec le brûlage d'herbes, de foin. De même, pour le financement de la transition écologique, il n'y a pas assez d'argent pour financer les transports collectifs qui sont à développer.

C'est le capitalisme qui produit le réchauffement climatique par la surproduction du plastique et de biens éphémères de consommation.

Il faudrait recycler ou au moins utiliser au maximum le bois qu'on perd en forêt : on pourrait produire des plaquettes, des granulés et les vendre.

Il faut encore développer le tri des déchets parce que cela diminue vraiment les volumes à jeter, développer aussi le compostage et le réemploi. Ces comportements vertueux devraient être valorisés par la fiscalité. Les habitants peuvent aussi se mobiliser par rapport à des projets spécifiques, locaux.

Réduire les inégalités et la pauvreté, c'est agir pour préserver l'environnement, augmenter le tri des déchets...

L'État a bien pu mettre en place un état d'urgence sécuritaire suite aux attentats, il devrait faire de même par rapport à l'urgence climatique. Il faut responsabiliser chacun, impliquer les individus pour réagir, prendre des initiatives locales, enseigner aux enfants les bons gestes en matière d'habitat, de consommation, d'achat... Chaque acte quotidien et de consommation doit être l'occasion d'une prise de conscience de son impact sur l'environnement, le climat.

Pour la collecte des déchets, comme on trie davantage, il faudrait que les camions de collecte des ordures ménagères non recyclables passent moins souvent.

Il faut développer le covoiturage sur des courtes distances en secteur rural, par le biais d'applications numériques qui font appel à l'entraide et pas à la marchandisation. Il s'agit de se rendre service entre habitants. Idem pour la récupération et le réemploi.

La question des nouvelles voitures interroge également. Sont-elles vraiment plus écologiques, avec des batteries ? Et les voitures électriques consomment de l'électricité qui est, certes, une énergie décarbonée avec le nucléaire mais pas sans pollution avec la gestion des déchets nucléaires. Les voitures hybrides sont les mieux adaptées pour nos territoires ruraux.

La question de la ressource en eau est sensible, après la sécheresse de l'état. Il faudrait remettre en service les anciens captages, retrouver de nouveaux captages, diversifier l'alimentation en eau.

Le développement des circuits courts en agriculture doit être encore encouragé. Mais il faut prendre garde à la croissance trop importante des exploitations agricoles, car cela consomme aussi beaucoup de ressources.

### **La fiscalité et les dépenses publiques**

Il faut revaloriser la place et le sens de l'impôt. Les taxes, qui ne sont pas proportionnelles aux facultés de contribution de chaque citoyen, pourraient d'ailleurs être considérées comme anticonstitutionnelles car contraires à l'article 13 de la Déclaration des droits de l'Homme.

L'impôt revalorisé devrait avoir une assiette plus importante pour que chaque citoyen contribue réellement sur ses revenus, allocations, salaires, intérêts, dividendes... en les soumettant à un barème progressif qui comprendrait davantage de tranches d'imposition qu'aujourd'hui.

Ce qui fait la richesse, c'est l'héritage : c'est la plus grande des inégalités. Il faut renforcer l'imposition sur les grosses successions.

Les impôts ne sont pas trop lourds quand on a l'impression « d'en avoir pour son argent ». Mais il faut de l'exemplarité de la part des élus et de la haute fonction publique.

L'impôt – la taxe – le plus injuste est la TVA car elle représente une part importante pour les personnes qui ont de faibles ressources.

La dette publique est énorme mais l'évasion fiscale est énorme également. Il faut d'abord supprimer l'évasion fiscale et déjà, une part importante du problème de dette sera réglée.

On constate que les montants des retraites des parlementaires sont très généreux alors que les temps de cotisations sont très limités. Il y a un écart entre ceux qui ont de petites retraites, de petits salaires et toutes les niches fiscales pour celles et ceux qui ont les moyens financiers d'en bénéficier.

L'une des solutions pourrait être le revenu universel pour réaliser une réelle redistribution et mettre tous les citoyens en capacité de faire des choix pour que chacun ait de quoi vivre et choisisse ensuite son travail, sa façon de travail, son temps de travail...

Pour les retraites, certaines personnes vivent avec des montants très faibles. A la retraite, tout le monde devrait percevoir la même chose pour être sur un pied d'égalité. Aujourd'hui, il y a trop d'écart et ceux qui ont des montants de retraite très élevés sont déjà ceux qui ont pu, durant leur vie active, mettre beaucoup d'argent de côté ou accumuler du patrimoine en prévision de la retraite.

Les élus devraient percevoir tous le revenu médian français pour éviter le cumul des mandats guidé par le cumul d'indemnités.

\* \* \*

La réunion s'est conclue après 2 heures de débat.